

PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

**n° 2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/012 du 27 janvier 2020
mettant en demeure la Société ENORIS de respecter les prescriptions applicables pour son
établissement situé ZI La Bonde – route de la Bonde à MASSY (91300)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-PREF-DCPPAT-BCA-014 du 21 janvier 2019 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société ENORIS, dont le siège social est situé Route de la Bonde 91743 MASSY CEDEX pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 23 décembre 2019, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 26 novembre 2019, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 31 décembre 2019 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du / l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 26 novembre 2019, l'inspecteur a constaté les non-conformités notables suivantes :

- concernant l'usine d'incinération des ordures ménagères : entre le 20 et 21 mai 2019, le débitmètre (dispositif de mesures en continu) a été indisponible durant 27 heures d'affilé sur la ligne 2 et le 30 septembre 2019, le débitmètre a été indisponible durant 15,5 heures d'affilé sur la ligne 1 ;
- concernant le LFC (lit fluidisé circulant) : l'exploitant n'a pas pu mesurer le débit en sortie de la ligne 1 pendant trois jours, soit du 2 au 4 avril 2019
- les rapports de contrôle des installations électriques 2019 relèvent des observations sur les installations basse et très basse tension, certaines datent de 2003,
- la dernière vérification des installations de protection contre la foudre date du 21 octobre 2016, l'exploitant précise que le site est équipé de trois compteurs coups de foudre dont au moins un est hors-service,

CONSIDERANT les enjeux en termes de prévention de la pollution de l'air, de suivi des rejets atmosphériques en continu et de prévention des risques incendie,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.6.8.2, 7.2.3 et 7.2.8.2 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société ENORIS de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société ENORIS, dont le siège social est situé ZI de la Bonde - Route de la Bonde 91743 Massy cedex, exploitant une usine d'incinération d'ordures ménagères et une installation de co-incinération de charbon/bois déchets sises à la même adresse, est mise en demeure de respecter :

dans un délai de QUATRE MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 8.6.8.2 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 susvisé : toute indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne doit pas dépasser dix heures sans interruption,
- l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 susvisé : l'exploitant doit remédier à toute défectuosité électrique relevée,
- l'article 7.2.8.2 de l'arrêté préfectoral n°2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/060 du 19 mars 2019 susvisé : une vérification annuelle visuelle et une vérification complète des installations de protection contre la foudre sont à réaliser tous les deux ans par un organisme compétent.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

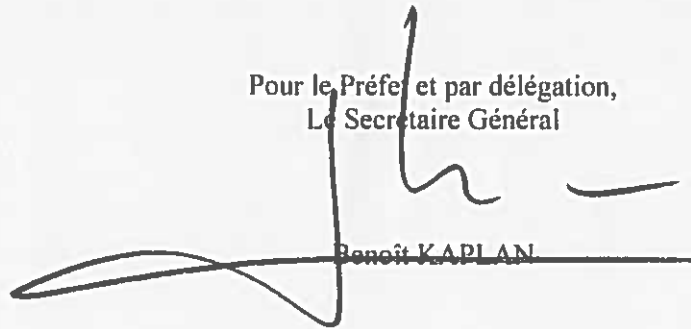
ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société ENORIS, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de MASSY.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a vertical line with a loop at the top and a horizontal line extending to the right, crossing the printed name below.

Benoît KAPLAN

